

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 RODEZ

RODEZ, le 22/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS LISI AEROSPACE-BLANC AERO INDUSTRIES

ZA de la Glèbe - 305 Rue de la Murette
LA ROUQUETTE - CS 80298
12202 Villefranche-de-Rouergue

Code AIOT : 0006810697

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2024 dans l'établissement SAS LISI AEROSPACE-BLANC AERO INDUSTRIES implanté ZA de la Glèbe 12200 La Rouquette. L'inspection a été annoncée le 16/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS LISI AEROSPACE-BLANC AERO INDUSTRIES
- ZA de la Glèbe 12200 La Rouquette
- Code AIOT : 0006810697
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

LISI Aerospace produit des éléments de fixation (vis, écrous...) pour les moteurs (ROLLS ROYCE, Général Electric, SNECMA...), des pièces d'assemblage dites « vitales » pour la fusée ARIANE 5. Les fixations moteurs représentent environ 42 % de cette production, sensiblement du même ordre de

grandeur que la part relative aux fixations cellules, le reste étant dévolu aux pièces vitales. Les principaux clients ont pour nom AIRBUS, BOEING, EMBRAER, BOMBARDIER, DASSAULT, GEAE, PRATT & WHITNEY, ROLLS ROYCE, SAFRAN, EUROCOPTER et tous les équipementiers mondiaux du secteur aéronautique.

Sur le site de Villefranche de Rouergue, la société LISI Aerospace exerce son activité industrielle dans le domaine de la fixation pour l'aéronautique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Stockage de déchets
- Rejets atmosphériques et aqueux
- REACH
- Lutte incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rubriques ICPE	AP Complémentaire du 04/08/2017, article 1	Lettre de suite préfectorale	6 mois
7	Rejets aqueux - VLE	Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 4.3.9.1	Lettre de suite préfectorale	6 mois
8	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 4.3.12	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 8.2.5	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Détection et extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 8.3.4	Lettre de suite préfectorale	3 mois
13	Contrôles électriques	Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 8.3.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 04/08/2017, article 2.1 + 2.2 + 2.3 + 2.4 + 2.5
3	Plan de gestion des solvants	AP Complémentaire du 04/08/2017, article 3
4	Rejets aqueux - GIDAF	Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 10.3.2
5	Rejets aqueux - Contrôles externes	Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 4.3.9.2
6	Rejets aqueux - Surveillance	Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 4.3.9.2
9	Rejets Cadmium	Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 4.3.9.3
10	REACH - SVHC	Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 6.2.2
14	Détection gaz	Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 9.3.3
15	Restriction REACH : Nonylphenol	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe XVII
16	Restriction REACH : 1-méthyl-2-	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe XVII

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
	pyrrolidone (NMP)	
17	Restriction REACH : Bisphenol A	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe XVII
18	Restriction REACH : Cadmium	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe XVII

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2017, article 1			
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE			
Prescription contrôlée :			
Rubrique	Libellé	Nature et volume de l'activité	Régime
4110.2	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. <i>2. Substances et mélanges liquides.</i> <i>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i> <i>a) Supérieure ou égale à 250 kg.</i> <i>Quantité SB : 5T</i> <i>Quantité SH : 20 T</i>	Soit au total 8 000 kg	A Dépassement direct du seuil SEVESO bas
4120.2	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition <i>2. Substances et mélanges liquides.</i> <i>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i> <i>a) Supérieure ou égale à 10 t</i> <i>Quantité SB : 50 T</i> <i>Quantité SH : 200 T</i>	Soit au total : 17 000 kg	A
4130.2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation <i>2. Substances et mélanges liquides.</i> <i>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</i> <i>a) Supérieure ou égale à 10 t</i> <i>Quantité SB : 50 T</i> <i>Quantité SH : 200 T</i>	Soit au total : 13 700 kg	A
Constats :			
<p>Le dysfonctionnement de la station de détoxification des effluents, la classification harmonisée de l'acide nitrique (classement H331 [toxique de catégorie 3] pour une concentration inférieure ou égale à 70 %) et la réalité du process font que les quantités de substances toxiques classées dans les rubriques ICPE 4110, 4120 et 4130 sont supérieures aux quantités initialement prévues et autorisées.</p>			
Observations :			
<p>L'exploitant caractérisera précisément les déchets concernés afin de pouvoir les classer dans la rubrique ICPE adéquate. Ensuite, l'exploitant portera sa demande d'augmentation de quantités autorisées au travers d'un porter-à-connaissance détaillé.</p>			
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale			
Proposition de délais : 6 mois			

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2017, article 2.1 + 2.2 + 2.3 + 2.4 + 2.5

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Article 2.1 - Conduits 4, 5 et 6 (Cabines de peinture)

Paramètres	VLE	Conduit T4 19 000 m³/h	Conduit T5 16 000 m³/h	Conduit T6 3 200 m³/h	Fréquence de l'auto-surveillance	Fréquence des mesures comparatives
Poussières	mg/Nm³	10			-	Annuelle
	kg/j	1.52	1.28	0.26	-	
COVNM	mg/Nm³	70			-	
	kg/j	10.64	8.96	1.79	-	
N-Methyl-2-pyrrolidone	mg/Nm³	10	-	-	-	
	kg/j	-	-	-	-	
Formaldéhyde	mg/Nm³	2			-	Annuelle (1)
	g/j	150	125	25	-	Annuelle (2)
Somme métaux totaux (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn)	mg/Nm³	5			-	
	g/j	3,7	3,1	0,3	-	

Article 2.2. - Conduits 1, 7 et 12 (Forges)

Paramètres	VLE	Conduit T1 30 000 m³/h	Conduit T7 30 000 m³/h	Conduit T12 30 000 m³/h	Fréquence de l'auto-surveillance	Enregistrement (oui ou non)	Fréquence des mesures comparatives
Poussières	mg/Nm³	100 mg/m³ (si flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h) 40 mg/m³ (si flux horaire supérieur à 1 kg/h)			-	-	Sous 12 mois à compter de la date de signature de l'arrêté puis à la demande de l'IIC

Article 2.3 - Conduits 10 et 10 bis (Sablage)

Paramètres	VLE	Conduit T10 8 000 m³/h	Conduit T10 bis 4 000 m³/h	Fréquence de l'autosurveillance	Enregistrement (oui ou non)	Fréquence des mesures comparatives
Poussières	mg/Nm³	10	10	-	-	Annuelle
	kg/j	1.92	0.96	-	-	
Nickel	mg/Nm³	0,01	0,01	-	-	
	g/j	1.92	0.96	-	-	

Article 2.4 - Conduit 14 (Traitement de surface acido-basique)

Paramètres	VLE	Conduit T14 37 000 m³/h	Fréquence de l'autosurveillance	Enregistrement (oui ou non)	Fréquence des mesures comparatives
Acidité H+	mg/Nm³	0,5	-	-	Annuelle
	g/j	450	-	-	
Fluorure d'hydrogène (HF)	mg/Nm³	2	-	-	
	g/j	1775	-	-	
Chrome total	mg/Nm³	1	-	-	
	g/j	890	-	-	
Chrome VI	µg/Nm³	2	-	-	
	g/j	1,8	-	-	
Nickel	mg/Nm³	0,01	-	-	
	g/j	8,8	-	-	
NOx (exprimés en NO2)	mg/Nm³	100	-	-	
	kg/j	88,8	-	-	
SOx (exprimés en SO2)	mg/Nm³	50	-	-	
	kg/j	44,4	-	-	
NH3	mg/Nm³	30	-	-	
	kg/j	26,7	-	-	

Le flux journalier est calculé sur la base d'émissions pendant une durée de 24h pendant 365 jours.

Article 2.5 - Conduit 15 (Traitement de surface cyanures)

Paramètres	VLE	Conduit T15 4 800 m³/h	Fréquence de l'autosurveillance	Enregistrement (oui ou non)	Fréquence des mesures comparatives
Nickel	mg/Nm³	0,01	-	-	Annuelle
	g/j	1,2	-	-	
Acide cyanhydrique (CN)	mg/Nm³	1	-	-	
	g/j	115	-	-	
Alcalinité OH-	mg/Nm³	10	-	-	
	g/j	1150	-	-	

Constats :

L'exploitant réalise annuellement des mesures de concentrations en polluants dans ses rejets atmosphériques. L'inspection a consulté les rapports 2023, 2022 et 2021 des analyses réalisées par des entreprises extérieures.

Les résultats des contrôles 2023 mettent en évidence:

- Installation BAI T4 :

Concentration en N-méthyl-2-pyrrolidone égale à 10,75 mg/m³ pour une valeur limite à 10 mg/m³ (concentration conforme en 2022 et 2021).

Au vu de la faible utilisation de la substance N-méthyl-2-pyrrolidone et du faible écart, l'exploitant ne propose pas d'action sur ce rejet à ce stade.

- Installation BAI T10 :

Non-conformité sur la concentration et le flux en Nickel (analyses conformes en 2022 et 2021). Ces écarts sur le Nickel ont poussé l'exploitant à nettoyer la machine et changer les filtres.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2017, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si la consommation annuelle de solvants de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe des actions visant à réduire leur consommation.

Le plan de gestion des solvants est réalisé sur l'ensemble des solvants utilisés. De plus, la somme des flux d'émissions canalisées ne devra pas dépasser les valeurs de flux annuels fixés dans le tableau ci-après pour les solvants suivants:

Type de solvant	Valeur limite des flux annuels des émissions canalisées (kg/an)
Ethylbenzène	250
Cyclohexanone	220
Xylène	890
Naphthalène	12

Constats :

L'exploitant a présenté son plan de gestion de solvants pour l'année 2023.

Le PGS met en évidence l'utilisation de 12 902 kg de solvants.

L'exploitant réalise un focus sur les substances éthylbenzène, cyclohexanone, xylène et naphthalène. Les flux 2022 et 2023 de ces substances sont :

- éthylbenzène : 12,6 kg en 2022, 9 kg en 2023 ;
- cyclohexanone : 67,7 kg en 2022, 37,2 kg en 2023 ;
- xylène : 48,3 kg en 2022, 41,7 kg en 2023 ;
- naphthalène : 0,7 kg en 2022, 3,9 kg en 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rejets aqueux - GIDAF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 10.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au 10.2 du mois précédent. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 10.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en oeuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance.) ainsi que de leur efficacité. Il est adressé avant la fin de chaque période (1 mois) à l'inspection des installations classées. Pour les rejets aqueux et le suivi légionellose, l'autosurveillance est transmise par voie électronique via l'application GIDAF.
Constats : L'exploitant réalise mensuellement les déclarations de ses rejets aqueux sur l'application GIDAF. Les causes des écarts et les actions correctives sont expliquées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rejets aqueux - Contrôles externes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 4.3.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : [...] Des mesures portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par organisme compétent [...]
Constats : L'exploitant réalise tous les 3 mois des contrôles externes de ses rejets aqueux. Les rapports de ces contrôles sont portés à la connaissance de l'inspection via l'application GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rejets aqueux - Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 4.3.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux du procédé.) non chargés de produits toxiques. En cas de traitement par bâchée, un échantillon représentatif est analysé avant rejet. Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu.
Constats : L'exploitant fait réaliser les analyses des rejets par un organisme extérieur. L'exploitant suit en continu le pH et le débit de ses rejets.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 4.3.9.1

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Prescription contrôlée :

Débit de référence	Journalier : 31 m3/ jour	Moyen mensuel : 34 m3/jour	Continue	Trimestrielle
pH	5,5 à 9,5		Continue	Trimestrielle
Température	Inférieure à 30 °C		Continue	Trimestrielle
Conductivité	/		Continue	Trimestrielle
Paramètre	Valeur Limite Concentration (mg/l)	Valeur Limite Flux journalier (g/j)	Fréquence Auto-surveillance	Fréquence des mesures comparatives
DCO	2000	62 000	Mensuelle	Trimestrielle
MES	600	18 600	Mensuelle	Trimestrielle
DBO5	800	24 800	Mensuelle	Trimestrielle
Azote global	50	1 550	Mensuelle	Trimestrielle
Phosphore total	10	310	Mensuelle	Trimestrielle
Hydrocarbures	5	155	Mensuelle	Trimestrielle
Zinc	3	93	Mensuelle	Trimestrielle
Cuivre	2	62	Mensuelle	Trimestrielle
Etain	2	62	Mensuelle	Trimestrielle
Plomb	0,5	15,5	Mensuelle	Trimestrielle
Aluminium	5	155	Mensuelle	Trimestrielle
Nickel	2	62	Mensuelle	Trimestrielle
Argent	0,5	15,5	Mensuelle	Trimestrielle
Chrome VI	0,1	3,1	Journalière	Trimestrielle

Chrome III	2	62	Mensuelle	Trimestrielle
Fer	5	155	Mensuelle	Trimestrielle
Cadmium	0,2	6,2	Journalière	Trimestrielle
Ion fluorure	15	435	Mensuelle	Trimestrielle
Cyanures libres	0,1	3,1	Journalière	Trimestrielle
Somme métaux totaux	15	435	Mensuelle	Trimestrielle

Constats :

Pour rappel, les rejets des process de l'établissement sont envoyés à la station d'épuration communale.

Les déclarations GIDAF de janvier à décembre 2023 mettent en évidence:

- des dépassements récurrents sur l'Azote et les Hydrocarbures ;
- des dépassements ponctuels sur le pH ;
- des dépassements ponctuels sur le Cuivre.

Les dépassements sur le Cuivre sont dus à un dysfonctionnement de l'unité de traitement FISA, l'origine du problème a été déterminée et la situation s'est améliorée.

En ce qui concerne les hydrocarbures, l'exploitant fait vidanger tous les 3 mois le séparateur d'hydrocarbures en sortie de traitement pour en assurer un fonctionnement optimum.

Ainsi en 2023, le séparateur a été vidangé en janvier, avril, juin, septembre et décembre (les bordereaux de suivi de déchets dangereux de septembre et décembre ont été présentés à l'inspection).

A l'usage, l'exploitant estime que les VLE pour l'Azote ne sont pas atteignables mais elles respectent néanmoins les valeurs définies dans la convention de rejet avec la Mairie.

Ainsi, l'exploitant souhaite une révision de certaines des VLE applicables à ses rejets.

Observations :

L'exploitant formulera une demande argumentée pour l'aménagement des VLE qu'il souhaite voir modifiées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 8 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 4.3.12		
Thème(s) : Risques chroniques, Eau		
Prescription contrôlée :		
Débit max de fuite	15 litres/seconde	
Paramètre	Valeur Limite Concentration (mg/l)	Fréquence Autosurveillance
MES	100	Trimestrielle
Hydrocarbures	1	Trimestrielle
Cyanure	0,05	Trimestrielle
Nickel	0,02	Trimestrielle
Chrome	0,05	Trimestrielle

Constats :		
L'ensemble des eaux pluviales du site sont recueillies dans un bassin de collecte. L'exploitant réalise tous les 3 mois l'analyse de ces eaux. Depuis 2021, les valeurs limites des différents paramètres sont respectées sauf quelques dépassements sur le pH. Toutefois, l'inspection a constaté une erreur dans les substances analysées. En effet, l'exploitant analyse le Cadmium (Cd) au lieu du Cyanure (CN).		
Observations :		
L'exploitant modifiera le contrat avec le laboratoire prestataire pour analyser la teneur en Cyanure des eaux pluviales.		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale		
Proposition de délais : 3 mois		

N° 9 : Rejets Cadmium

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 4.3.9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Prescription contrôlée : Sans préjudice des valeurs limites d'émission en concentration définies aux articles précédents, les rejets de cadmium ne doivent pas excéder 0,3 gramme par kilogramme de cadmium utilisé. Pour les installations de traitements de surfaces utilisant du cadmium, l'exploitant fournit chaque année à l'inspection des installations classées un bilan des flux entrant et sortant de cadmium.
Constats : L'exploitant dépose mensuellement sur GIDAF un bilan de l'utilisation de cadmium avec les quantités consommées et rajoutées ainsi que le ratio de cadmium rejeté / cadmium utilisé. Ce ratio est inférieur à 0,3 g/kg sur l'ensemble de l'année 2023 (max = 0,095 g/kg).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : REACH - SVHC

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, REACH
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement 1907/2006. L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a fourni la liste des substances présentes sur site qui figurent parmi la liste des substances candidates à l'Autorisation ou qui sont déjà soumises à Autorisation REACH.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 8.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - de 2 poteaux d'incendie d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 (implantés un à l'angle nord/est du site et un à l'angle sud/ouest) permettant de fournir un débit minimal de 120 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures sur les 2 hydrants simultanément [...] - d'une réserve d'eau de 240 mètres cubes destinée à l'extinction « sprinkler » située à l'angle sud/est du bâtiment production. [...] L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'une réserve incendie (bassin étanche) de 640 mètres cubes [...] - d'extincteurs [...] - d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie dans les ateliers de type « sprinkler » [...] L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
Constats : L'inspection a vérifié sur site la présence de 2 poteaux d'incendie. L'exploitant a présenté le rapport de contrôles de ces poteaux qui met en évidence un débit des poteaux en simultané inférieur à 120 m ³ /h (estimé à 70m ³ /h). L'inspection a constaté sur site la présence d'une réserve d'eau de 240 m ³ , d'une réserve d'eau de 611 m ³ , d'un bassin étanche de 656 m ³ , d'une installation de sprinklage, d'extincteurs disposés dans les ateliers de production. L'exploitant a présenté les rapports d'intervention de la société CHUBB de juin et juillet 2023 qui conclut au bon état des extincteurs et des trappes de désenfumage.
Observations : L'exploitant justifiera que la faiblesse des débits des poteaux incendie internes est compensée par ailleurs par ses moyens d'extinction.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Détection et extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 8.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant [...] organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté les comptes-rendus de maintenance préventive de la détection incendie réalisé par la société DEF en juin et novembre 2023. Le rapport de novembre met en évidence le dysfonctionnement de certains détecteurs. Ainsi, l'exploitant a présenté différents devis et commandes (cartes électroniques et contrôleur débit d'air) pour traiter ces dysfonctionnements. Concernant le sprinklage, l'exploitant a présenté les comptes-rendus de vérification semestrielle de l'extinction sprinkler réalisés par la société Equans en mars et septembre 2023. Le dernier rapport n'émet pas de remarques sur le système.
Observations : L'exploitant traitera les dysfonctionnements sur les détecteurs incendie et en tiendra informé l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Contrôles électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 8.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent [...]
Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification périodique des installations électriques établi par Bureau Veritas Exploitation en novembre 2023. Ce rapport fait état de 153 observations. Le compte-rendu de vérification périodique (Q18) qui en découle retient 7 observations pour conclure que l'installation électrique « peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion ». L'exploitant a expliqué avoir lancé un plan d'actions pour lever en 2024 le maximum d'observations.
Observations : L'exploitant transmettra à l'inspection son plan d'actions concernant la levée des non-conformités électriques.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Détection gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/05/2015, article 9.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Accident
Prescription contrôlée : Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les parties de l'installation visées au 8.1.1 présentant des risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques.
Constats : L'exploitant a présenté les certificats de contrôles semestriels de l'installation de détection gaz réalisés par la société BE ATEX en juin 2023 et février 2024. Ces rapports concluent au bon fonctionnement de la détection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Restriction REACH : Nonylphenol

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe XVII
Thème(s) : Produits chimiques, Restriction REACH
Prescription contrôlée : La substance Nonylphenol (n°CAS 25154-52-3) présente sur site est soumise à la restriction n°46 : Conditions de restriction: Ne doivent pas être mis sur le marché ni utilisés en tant que substances ou dans des mélanges à des concentrations égales ou supérieures à 0,1 % en poids aux fins suivantes : (1) nettoyage industriel et institutionnel sauf : — des systèmes fermés et contrôlés de nettoyage à sec dans lesquels le liquide de lavage est recyclé ou incinéré, — les systèmes de nettoyage avec traitement spécial dans lesquels le liquide de lavage est recyclé ou incinéré. (2) le ménage; (3) transformation des textiles et du cuir sauf : — traitement sans rejet dans les eaux usées, — les systèmes avec traitement spécial dans lesquels les eaux de traitement sont prétraitées pour éliminer complètement la fraction organique avant le traitement biologique des eaux usées (dégraissage de la peau de mouton) ; (4) émulsifiant dans les bains de trayons agricoles ; (5) le travail des métaux sauf : — utilisations dans des systèmes fermés contrôlés où le liquide de lavage est recyclé ou incinéré; (6) fabrication de pâtes et papiers; (7) produits cosmétiques; (8) autres produits de soins personnels sauf : — les spermicides; (9) coformulants dans les pesticides et biocides. Toutefois, les autorisations nationales de pesticides ou de produits biocides contenant des éthoxylates de nonylphénol comme coformulant, délivrées avant le 17 juillet 2003, ne seront pas concernées par cette restriction jusqu'à leur date d'expiration.
Constats : Le Nonylphenol est contenu dans un produit utilisé dans le process de peinture. Son utilisation n'est donc pas concernée par la restriction d'usage n°46.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Restriction REACH : 1-méthyl-2-pyrrolidone (NMP)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe XVII
Thème(s) : Produits chimiques, Restriction REACH
Prescription contrôlée : La substance 1-méthyl-2-pyrrolidone (NMP) (n°CAS 872-50-4) présente sur site est soumise à la restriction n°71: Conditions de restriction: 1. Ne doit pas être mis sur le marché en tant que substance seule ou dans des mélanges à une concentration égale ou supérieure à 0,3 % après le 9 mai 2020, à moins que les fabricants, les importateurs et les utilisateurs en aval n'aient inclus dans les rapports sur la sécurité chimique pertinents et fiches de données de sécurité, niveaux dérivés sans effet (DNEL) relatifs à l'exposition des travailleurs de 14,4 mg/m ³ pour l'exposition par inhalation et de 4,8 mg/kg/jour pour l'exposition cutanée. 2. Ne doit pas être fabriqué ni utilisé en tant que substance seule ou dans des mélanges à une concentration égale ou supérieure à 0,3 % après le 9 mai 2020, à moins que les fabricants et les utilisateurs en aval ne prennent les mesures de gestion des risques appropriées et ne fournissent les conditions opérationnelles pour garantir que l'exposition des travailleurs est inférieure aux DNEL spécifiées au paragraphe 1. 3. Par dérogation aux paragraphes 1 et 2, les obligations qui y sont prévues s'appliquent à partir du 9 mai 2024 en ce qui concerne la mise sur le marché en vue d'une utilisation, ou d'une utilisation, comme solvant ou réactif dans le processus de revêtement de fils.
Constats : Le NMP est contenu dans un produit "XYLAN 8810" utilisé dans le process de peinture. La concentration du NMP dans le XYLAN 8810 étant supérieure à 0,3%, son utilisation est concernée par le point 2 la restriction d'usage n°71. L'exploitant a présenté le rapport de contrôle de l'exposition des travailleurs aux agents chimiques dangereux dans l'atmosphère des lieux de travail rédigé par Bureau Veritas en octobre 2023. Ce rapport met en évidence des Concentrations d'Exposition Professionnelle très inférieure à 14,4 mg/m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Restriction REACH : Bisphenol A

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe XVII
Thème(s) : Produits chimiques, Restriction REACH
Prescription contrôlée : La substance Bisphenol A (n°CAS 80-05-7) présente sur site est soumise à la restriction n°66 : Conditions de restriction: Ne doit pas être mis sur le marché du papier thermique en concentration égale ou supérieure à 0,02 % en poids après le 2 janvier 2020.
Constats : Le Bisphenol A est contenu dans 3 produits utilisés dans le process de peinture. Son utilisation n'est donc pas concernée par la restriction d'usage n°66.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Restriction REACH : Cadmium

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe XVII
Thème(s) : Produits chimiques, Restriction REACH
Prescription contrôlée : La substance Cadmium (n°CAS 7440-43-9) présente sur site est soumise à la restriction n°23 : Conditions de restriction: Aux fins de cette entrée, les codes et chapitres indiqués entre crochets sont les codes et chapitres de la nomenclature tarifaire et statistique du tarif douanier commun établie par le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil (*). 1. Ne doit pas être utilisé dans des mélanges et des articles fabriqués à partir des polymères organiques synthétiques suivants (ci-après dénommés matières plastiques) : — polymères ou copolymères de chlorure de vinyle (PVC) [3904 10] [3904 21] — polyuréthane (PUR) [3909 50] — polyéthylène basse densité (LDPE), à l'exception du polyéthylène basse densité utilisé pour la production de produits colorés mélange maître [3901 10] — acétate de cellulose (CA) [3912 11] — acétate-butyraté de cellulose (CAB) [3912 11] — résines époxy [3907 30] — résines mélamine-formaldéhyde (MF) [3909 20] — urée-formaldéhyde (résines UF) [3909 10] — polyesters insaturés (UP) [3907 91] — polyéthylène téréphtalate (PET) [3907 60] — polytéréphtalate de butylène (PBT) — polystyrène transparent/à usage général [3903 11] — méthacrylate de méthyle d'acrylonitrile (AMMA) — polyéthylène réticulé (VPE) — polystyrène choc — polypropylène (PP) [3902 10] Les mélanges et articles fabriqués à partir de matières plastiques énumérés ci-dessus ne doivent pas être mis sur le marché si la concentration de cadmium (exprimée en Cd métal) est égale ou supérieure à 0,01 % en poids de la matière plastique. Par dérogation, le deuxième alinéa ne s'applique pas aux articles mis sur le marché avant le 10 décembre 2011. Les premier et deuxième alinéas s'appliquent sans préjudice de la directive 94/62/CE du Conseil (**) et des actes adoptés sur cette base. Au plus tard le 19 novembre 2012, conformément à l'article 69, la Commission demande à l'Agence européenne des produits chimiques d'établir un dossier conforme aux exigences de l'annexe XV afin d'évaluer si l'utilisation du cadmium et de ses composés dans des matières

plastiques autres que celles énumérées au sous-paragraphe 1, devrait être restreinte.

2. Ne doit pas être utilisé ou mis sur le marché dans des peintures portant les codes [3208] [3209] à une concentration (exprimée en Cd métal) égale ou supérieure à 0,01 % en poids.

Pour les peintures portant les codes [3208] [3209] dont la teneur en zinc dépasse 10 % en poids de la peinture, la concentration en cadmium (exprimée en Cd métal) ne doit pas être égale ou supérieure à 0,1 % en poids.

Les articles peints ne peuvent pas être mis sur le marché si la concentration de cadmium (exprimée en Cd métal) est égale ou supérieure à 0,1 % en poids de la peinture présente sur l'article peint.

3. Par dérogation, les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas aux articles colorés avec des mélanges contenant du cadmium pour des raisons de sécurité.

4. Par dérogation, le paragraphe 1, deuxième alinéa, ne s'applique pas :

— les mélanges produits à partir de déchets de PVC, ci-après dénommés «PVC valorisés»,

— les mélanges et articles contenant du PVC récupéré si leur concentration en cadmium (exprimée en Cd métal) n'excède pas 0,1 % en poids de la matière plastique dans les applications suivantes en PVC rigide:

a) profilés et tôles rigides pour applications dans le bâtiment ; (b) les portes, fenêtres, volets, murs, stores, clôtures et gouttières ; (c) les terrasses et terrasses ; d) les goulottes de câbles ; e) les conduites d'eau non potable si le PVC récupéré est utilisé dans la couche intermédiaire d'une conduite multicouche et est entièrement recouvert d'une couche de PVC nouvellement produit conformément au paragraphe 1 ci-dessus.

Les fournisseurs doivent s'assurer, avant la première mise sur le marché des mélanges et articles contenant du PVC récupéré pour la première fois, que ceux-ci portent la mention visible, lisible et indélébile suivante : « Contient du PVC récupéré » ou du pictogramme suivant :



Conformément à l'article 69 du présent règlement, la dérogation accordée au paragraphe 4 sera réexaminée, notamment en vue de réduire la valeur limite pour le cadmium et de réévaluer la dérogation pour les applications énumérées aux points (a) à (e), au plus tard le 31 décembre 2017.

5. Aux fins de cette entrée, « cadmiage » désigne tout dépôt ou revêtement de cadmium métallique sur une surface métallique.

Ne doit pas être utilisé pour le cadmiage d'articles métalliques ou de composants d'articles utilisés dans les secteurs/applications suivants :

a) les équipements et machines pour :

— production alimentaire [8210] [8417 20] [8419 81] [8421 11] [8421 22] [8422] [8435] [8437] [8438] [8476 11] — agriculture [8419 31] [8424 81] [8432] [8433] [8434] [8436] — refroidissement et congélation [8418] — impression et reliure [8440] [8442] [8443]

(b) les équipements et machines pour la production de :

— articles ménagers [7321] [8421 12] [8450] [8509] [8516] — meubles [8465] [8466] [9401] [9402] [9403] [9404] — appareils sanitaires [7324] — chauffage central et air usine de conditionnement [7322] [8403] [8404] [8415]

En tout état de cause, quelle que soit leur utilisation ou leur destination finale, la mise sur le marché d'articles cadmiés ou de composants de tels articles utilisés dans les secteurs/applications énumérés aux points (a) et (b) ci-dessus et d'articles fabriqués dans les secteurs énumérés au point (b) ci-dessus sont interdits.

6. Les dispositions visées au paragraphe 5 sont également applicables aux articles cadmiés ou aux

composants de ces articles lorsqu'ils sont utilisés dans les secteurs/applications énumérés aux points (a) et (b) ci-dessous et aux articles fabriqués dans les secteurs énumérés au (b) ci-dessous :

a) les équipements et machines pour la production de:

— papiers et cartons [8419 32] [8439] [8441] textiles et vêtements [8444] [8445] [8447] [8448] [8449] [8451] [8452]

(b) les équipements et machines pour la production de :

— matériel et machines de manutention industrielle [8425] [8426] [8427] [8428] [8429] [8430] [8431] — véhicules routiers et agricoles [chapitre 87] — matériel roulant [chapitre 86] — navires [chapitre 89]

7. Toutefois, les restrictions des paragraphes 5 et 6 ne s'appliquent pas :

— articles et composants d'articles utilisés dans les secteurs aéronautique, aérospatial, minier, offshore et nucléaire dont les applications nécessitent des normes de sécurité élevées et dans les dispositifs de sécurité des véhicules routiers et agricoles, du matériel roulant et des navires, — des contacts électriques dans tout secteur d'utilisation, lorsque cela est nécessaire pour assurer la fiabilité requise de l'appareil sur lequel ils sont installés.

8. Ne doit pas être utilisé dans les charges de brasage à une concentration égale ou supérieure à 0,01 % en poids.

Les charges de brasage ne doivent pas être mises sur le marché si la concentration en cadmium (exprimée en Cd métal) est égale ou supérieure à 0,01 % en poids.

Aux fins du présent paragraphe, le brasage désigne une technique d'assemblage utilisant des alliages et réalisée à des températures supérieures à 450 °C.

9. Par dérogation, le paragraphe 8 ne s'applique pas aux charges de brasage utilisées dans les applications de défense et aérospatiales ni aux charges de brasage utilisées pour des raisons de sécurité.

10. Ne doit pas être utilisé ou mis sur le marché si la concentration est égale ou supérieure à 0,01 % en poids du métal dans:

(i) perles métalliques et autres composants métalliques pour la fabrication de bijoux ; (ii) les parties métalliques de bijoux et d'articles de bijouterie d'imitation et d'accessoires pour cheveux, y compris :

— bracelets, colliers et bagues, — bijoux de piercing, — montres-bracelets et articles de poignet, — broches et boutons de manchette.

11. Par dérogation, le paragraphe 10 ne s'applique pas aux articles mis sur le marché avant le 10 décembre 2011 et aux bijoux âgés de plus de 50 ans au 10 décembre 2011.

Constats :

Le cadmium est utilisé dans le process de traitement de surface pour le cadmiage sous vide de pièces destinées à l'aéronautique.

Son utilisation est concernée par les points 5 et 6 de la restriction d'usage n°23.

Néanmoins, le point 7 exclut les composants pour l'aéronautique des restrictions d'usage.

Type de suites proposées : Sans suite